

Initiatives ministérielles

qui assurera le retour d'une croissance forte et soutenue au Canada.

Conjuguées aux mesures annoncées en décembre, les compressions des dépenses prévues dans le budget permettront de réaliser des économies de 3 milliards de dollars en 1990-1991, et de 4 milliards l'année suivante. Au cours des cinq prochaines années, plus de 19 milliards de dollars pourront être économisés par la réduction des dépenses. Par conséquent, le budget permet de rétablir la tendance à la baisse du déficit sans hausses de taxes. Les taxes ne seront pas augmentées.

Le déficit sera réduit à 28,5 milliards de dollars en 1990-1991 et diminué de moitié, à 14 milliards, en 1993-1994. L'année suivante, il sera encore réduit pour n'être plus que de 10 milliards de dollars. À ce moment, l'excédent de fonctionnement, le surplus des recettes par rapport aux dépenses au titre des programmes atteindra les 31 milliards de dollars. Les dépenses au titre des programmes tomberont à 14,2 p. 100 du revenu national. Ce sera le pourcentage le plus bas depuis les années 1960. Le fardeau de la dette sera réduit et la dette nationale diminuera par rapport aux recettes nationales. Le gouvernement pourra commencer à rembourser ses obligations et ses bons du Trésor.

• (1710)

Notre plan économique, et les mesures énergiques que nous annonçons dans le budget, dans le cadre de ce plan, nous permettent d'entrevoir une diminution du taux d'inflation et une réduction régulière du déficit. Cela contribue à mettre le gouvernement dans une situation financière avantageuse pour maintenir les programmes que les Canadiens apprécient le plus. En persévérant, nous aurons notre destinée plus solidement en main et nous serons mieux en mesure d'orienter nos ressources vers les investissements garantissant une amélioration du niveau de vie et de la qualité de vie de tous les Canadiens.

L'hon. Doug Lewis (ministre des Transports): Madame la Présidente, je me réjouis de pouvoir interroger ma collègue.

Comme de nombreux partisans libéraux qui participent aux assemblées de sélection des candidats discutent beaucoup de la situation économique, je me demande si la députée, qui représente la circonscription de Winnipeg Sud, accepterait de nous dire ce qu'elle pense de l'assemblée de sélection des candidats qui a eu lieu hier. Une chose vraiment affreuse s'est produite, madame la Présidente, et je sais que vous partagerez ma consternation à ce sujet. Les assemblées de sélection des délégués à la convention libérale ont aboli la liberté de parole. Je me réjouis que la députée soit présente, car selon un rapport des journaux, un député libéral, qui se trouve à la Chambre aujourd'hui, aurait déclaré ce qui suit:

« Cette démarche est rien moins que régulière, » de murmurer John Harvard (Winnipeg St. James). « Voyez un peu. C'est un forum public. C'est la démocratie ou du moins c'est sensé l'être. »

Comme la députée représente Winnipeg, elle a dû être témoin de cet événement déplorable dans sa propre ville. Il s'agit vraisemblablement d'une situation qui remplit tous les Manitobains de consternation et qui les persuadera probablement de quitter le parti en masse. C'est vrai que les partisans libéraux n'y sont pas très nombreux, mais s'ils s'assemblaient, ils constitueraient probablement une masse. Je me demande si, dans le contexte du présent débat évidemment, la députée pourrait commenter la consternation du député de Winnipeg St. James.

Mme Dobbie: Madame la Présidente, je remercie mon collègue le ministre de sa question. En fait, j'ai assisté hier au débat. J'ai été quelque peu étonnée du peu de solutions précises que les députés de l'opposition proposaient en réponse aux questions du modérateur pour remplacer nos mesures financières ou fiscales. En fait, invités à répondre aux questions, les députés ont exprimé le plus complet désaccord quant à ce qu'ils feraient pour faire face à la situation économique actuelle. Certains étaient en faveur de la TPS. D'autres ont reconnu qu'ils devraient maintenir la TPS, faute d'avoir quelque chose d'autre à proposer.

Tous reconnaissent, je pense, la nécessité d'abolir la taxe de vente fédérale. En fait, personne n'avait de programme défini à proposer. L'un des députés trouvait qu'une taxe unique était une bonne idée, mais il n'avait pas de programme précis à proposer pour améliorer la situation économique et faire face aux difficultés fiscales de notre pays. Pas un seul d'entre eux n'avaient la moindre idée ni de proposition concrète quant à la façon de s'y prendre pour réduire le déficit et faire face aux problèmes de l'endettement. Ils n'ont pas abordé de questions difficiles, comme celle par exemple des taux d'intérêt, car cette question était malheureusement bien au-dessus de leurs moyens.

Je dois dire que j'ai été un peu surprise que les candidats à la direction du parti libéral n'aient eu ni programme ni orientation, ce qui augure fort mal pour l'avenir de notre pays.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la présidente, la députée de Winnipeg-Sud, avec son éloquence habituelle, a déclaré que nous, de ce côté-ci, ne lui avons jamais fait de proposition visant à réduire le déficit. Il me suffit de lui rappeler ma proposition de licencier la moitié du Cabinet. Nous avons un trop grand Cabinet et nous économiserions des millions. Elle pourrait aussi licencier un grand nombre de secrétaires parlementaires et réduire les frais de publicité de l'État. Le gouvernement extrêmement prodigue qu'elle appuie dépense 14 millions de dollars en publicité pour la taxe sur les produits et services, dont les Canadiens ne veulent pas. Il essaie de les convaincre par des subventions généreuses que c'est une dépense judicieuse. Il dépense